

Les caractéristiques de cette évolution montrent que, hormis les deux premiers exercices, l'engagement de la CNEP dans le financement du logement social est en progression constante dont le fait particulier est la hausse exceptionnelle dans le volume des crédits octroyés en 1992 (+93% par rapport à 1991).

Unique source de financement du logement social depuis le désengagement du Trésor, la CNEP a puisé 79,5 milliards de DA sur fonds d'épargne en six (06) ans, soit presque l'équivalent de ce qui a été réalisé par l'Etat depuis 1971.

Cette situation de quasi-monopole qui fait intervenir la caisse d'épargne dans le financement de près de 80% de ce qui se réalise dans le pays en matière de construction a, en 1995, conduit cette dernière dans une situation financière délicate, au point que les 5 milliards de ressources additionnelles avancées par le Trésor n'ont résolu le problème que l'espace d'un trimestre du même exercice.

Ainsi, de toute l'évolution de l'épargne populaire passant soit par l'étape dite "spontanée" de 1966 à 1970 ou bien motivée qui a vu le lancement de la formule épargne logement de 1971 à 1975, celle de 1976 s'est révélée plus fructueuse grâce à la mise en vente de logements.

L'épargne globale (réseaux agences, P et T) a pendant longtemps affiché une tendance irrégulière mais croissante jusqu'en 1993 (+19%) pour enregistrer une année après une baisse très prononcée (-47% en 1994).

Mais, à l'évidence, la lecture des bilans de la CNEP, exception faite pour le résultat déficitaire de l'exercice 1994, d'un montant de 403 millions de DA, ne renseigne pas sur la série de contre-performances enregistrées entre 1990 et 1994 lesquelles avaient entamé l'équilibre emplois-ressources de la caisse.

Dans ce cadre, la contre-performance la plus imprévisible aura été l'effondrement brutal du niveau d'épargne en 1994 de près de 47% (16 milliards de DA contre 13,4 milliards de DA en 1993).

En 1993 déjà, cette situation s'est traduite par de sérieux problèmes de trésorerie et conséquemment par une remise en cause des programmes de financement déjà arrêtés, situation temporairement évitée, grâce à l'avance des 5 milliards de DA (1) débloquée par le Trésor et entièrement consommée avant la fin même dudit exercice.

A titre d'illustration, ce mouvement ascendant puis descendant depuis 1994 est très significatif du désengagement de la CNEP vis-à-vis du financement du logement social sur ses ressources d'épargne.

**-Le problème particulier de désépargne :** Analysées de près, les tendances de désépargne durant la décennie 1985-1994 renseignent en fait sur un mouvement ascendant irrégulier dans son évolution, référence faite au stock d'épargne décrivant une trajectoire à trois temps:

-un niveau équilibré en 1988 et 1990 avec 7,8 milliards de DA ;

-deux pics inégaux avec 11,9 milliards de DA en 1989 contre 13,4 milliards de DA en 1993 ;

(1) Dont une partie affecté à l'habitat promotionnel.